

**L'ALLOCATION COMPENSATRICE POUR TIERCE PERSONNE ET
L'ALLOCATION COMPENSATRICE POUR FRAIS PROFESSIONNELS**

**FICHE
N° 74**

1. LE DISPOSITIF

A- Qu'est-ce que l'Allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) et l'Allocation compensatrice pour frais professionnels (ACFP) ?

Cette prestation a pour but de compenser les charges particulières qui peuvent peser sur une personne en situation de handicap qui a besoin de l'aide effective d'une tierce personne pour accomplir les actes essentiels de l'existence.

L'allocation compensatrice se cumule avec l'allocation adulte handicapée ou à tout avantage vieillesse ou invalidité, à l'exception d'avantage analogue au titre d'un régime de sécurité sociale dont notamment la Majoration pour tierce personne (MTP).

Le montant de l'ACTP est fixé par référence à la majoration tierce personne accordée aux invalides du 3ème groupe prévu par l'article L 341-4 du code de la sécurité sociale et il varie entre 40 et 80 %.

Références

Code de l'action sociale et des familles (CASF)
anciens Art. L245-1 à L245-11, D245-1 à R245-20

B- Qui peut en bénéficier ?

Ces dispositions ne concernent que les personnes en situation de handicap qui bénéficiaient de cette allocation avant l'entrée en vigueur de la loi du 11 février 2005 et qui sollicitent son renouvellement.

C- Où faire la demande ?

Un dossier de demande de renouvellement doit être déposé auprès de la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) qui transmet la notification de décision de la Commission pour les droits et l'autonomie des personnes en situation de handicap (CDAPH) au Conseil départemental.

Tous les ans, le bénéficiaire doit transmettre son dernier avis d'imposition au Conseil départemental afin d'actualiser le montant de la prestation perçue.

D- Quelle est la procédure d'attribution ?

La décision d'admission prononcée par le Président du Conseil départemental mentionne le taux de l'allocation et sa durée conformément à la décision de la CDAPH. Le montant de l'allocation versé tient compte des ressources du bénéficiaire (25 % de ses revenus imposables et 100 % de ceux de son conjoint). Il est réduit à 10 % durant les périodes de prise en charge dans un établissement et versé à taux plein lors des retours à domicile.

La décision est notifiée au demandeur ou à son représentant légal.

En cas de droits à l'ACTP et à l'ACFP, la prestation la plus importante est versée à taux plein alors que l'autre est réduite à 20 %.

En cas d'hospitalisation de plus de 45 jours, le versement de la prestation est interrompu jusqu'à la date de sortie.

Une demande de révision peut être déposée à tout moment par écrit auprès de la MDPH.

Le bénéficiaire de l'allocation compensatrice peut opter, lors de son renouvellement, pour le maintien de cette dernière ou le bénéfice de la Prestation de compensation du handicap (PCH). S'il choisit la PCH, ce choix est définitif.

E- Recours

La contestation doit être effectuée dans un délai de deux mois à compter de la réception de la notification auprès de la MDPH (cf. fiche le droit des usagers).

**L'ALLOCATION COMPENSATRICE POUR TIERCE PERSONNE ET
L'ALLOCATION COMPENSATRICE POUR FRAIS PROFESSIONNELS****FICHE
N° 74**

Cette allocation ne fait l'objet d'aucune récupération sur la succession ni de recours contre les donataires, ni d'une prise d'hypothèque sur les biens de la personne âgée, ni de la mise en œuvre de l'obligation alimentaire.

Seules les sommes indûment perçues peuvent faire l'objet d'une récupération.

2. OÙ SE RENSEIGNER ?

La Maison des personnes handicapées.

3. À CONSULTER SUR www.loiret.fr

Le formulaire de demande de compensation enfant.

Le formulaire de demande de compensation adulte.